



COUR DES  
COMPTES  
EUROPÉENNE

FR

## Discours

Luxembourg, le 8 novembre 2016

# Discours de M. Klaus-Heiner Lehne, Président de la Cour des comptes européenne

Présentation du rapport annuel 2015 de la Cour des comptes européenne

Conseil de l'Union européenne (Affaires économiques et financières)

Bruxelles, le 8 novembre 2016

Seule la version prononcée fait foi.

## ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063

Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: [press@eca.europa.eu](mailto:press@eca.europa.eu) @EUAuditorsECA [eca.europa.eu](http://eca.europa.eu)

M: (+352) 691 55 30 63

M: (+352) 621 55 22 24

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

C'est pour moi un grand honneur de vous présenter aujourd'hui les travaux de la Cour des comptes européenne. C'est la première réunion Ecofin à laquelle je participe depuis mon élection à la présidence de la Cour, et j'aimerais saisir cette occasion pour évoquer l'avenir mais aussi le passé, c'est-à-dire envisager comment la gouvernance financière de l'UE devrait évoluer dans les années à venir sans négliger le passé immédiat.

Je pense que nous, les institutions européennes, avons, dans une certaine mesure, perdu la confiance des citoyens. C'est leur argent que nous dépensons. Regagner leur confiance sera l'un des défis majeurs de l'UE. Il est évident qu'une réforme est nécessaire et qu'elle devra reposer sur des bases financières solides. Selon moi, cela implique quatre choses: l'UE doit tenir une comptabilité rigoureuse; elle doit s'assurer que ses règles financières sont correctement appliquées; elle doit garantir que les fonds sont utilisés de façon optimale et elle doit faire prévaloir la transparence et l'assurance.

Comment les citoyens pourraient-ils ne serait-ce qu'envisager de nous faire confiance s'ils ne sont pas convaincus que nous veillons au bon usage de leurs deniers et que nous pouvons dûment en rendre compte?

La Cour conclut dans son rapport annuel 2015 que les comptes de l'UE présentent une image fidèle de la situation financière. L'Union peut toutefois mieux faire. Ainsi, la Commission n'a pas établi de prévisions couvrant les sept à dix prochaines années pour ses flux de trésorerie. De telles projections contribueraient à restaurer la confiance. Les prévisions de paiement à moyen terme de la Commission sont toutefois un premier pas dans la bonne direction.

Deuxièmement, l'UE doit s'assurer que ses règles financières sont correctement appliquées.

Actuellement, les recettes et les dépenses du budget de l'UE sont dûment comptabilisées, mais ces dernières sont encore affectées par de trop nombreuses erreurs. Notre rapport annuel précise que le niveau d'erreur estimatif est de 3,8 %. Dans l'ensemble, ce chiffre est similaire à celui des derniers exercices, mais il demeure trop élevé par rapport au niveau souhaité. Les erreurs se produisent essentiellement dans les États membres. À titre d'exemple, le rapport spécial que nous avons consacré cette année aux aides d'État dans le domaine de la cohésion a révélé que les infractions détectées par les États membres ne représentaient qu'un cinquième du nombre d'infractions constatées lors de nos propres contrôles et de ceux de la Commission.

Celle-ci a pris des mesures pour améliorer son évaluation des risques et de l'impact de ses mesures correctrices. Cela dit, je le répète, des progrès restent possibles. Pour le contribuable européen, il serait de loin préférable que la Commission et les États membres dépensent les fonds à bon escient dès le départ.

Dans notre rapport spécial sur le transport maritime dans l'UE, nous avons relevé des investissements en grande partie inefficaces et précaires dans les ports maritimes. Nous avons identifié un risque élevé équivalant à un gaspillage de près de 400 millions d'euros. Les connexions routières et ferroviaires avec l'arrière-pays étaient souvent absentes ou inadéquates, ce qui signifie que des financements publics supplémentaires seront nécessaires pour faire fonctionner les investissements initiaux. Les recommandations que nous formulons dans nos rapports visent à améliorer les investissements de ce type à l'avenir. Ces améliorations devraient rassurer nos citoyens.

Il est également possible de réduire le nombre d'erreurs en améliorant la conception des régimes de dépenses. C'est particulièrement vrai dans le secteur de l'agriculture, comme plusieurs rapports spéciaux de la Cour l'ont souligné. Les citoyens ne peuvent avoir confiance dans un système qu'ils ne comprennent pas. Cette vérité m'amène au troisième élément que j'ai mentionné: la bonne gouvernance financière.

L'UE doit faire le meilleur usage des deniers publics. Nos citoyens souhaitent et doivent pouvoir s'en assurer. En effet, la comptabilisation de tous les fonds et le respect de l'ensemble des règles ne permettent pas de garantir que l'argent est dépensé de façon optimale dans le cadre des projets financés par l'UE. Or les citoyens doivent avoir le sentiment que leur argent est mieux utilisé.

Il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils aient confiance en un système dont ils ne peuvent déterminer s'il leur apporte des avantages.

Enfin, la confiance requiert de la transparence et une assurance. La Commission doit rendre compte au Parlement et au grand public sur les questions importantes, et les informations ainsi présentées doivent être dûment vérifiées et contrôlées de façon indépendante.

Toutefois, le recours croissant à des instruments financiers qui ne sont pas financés directement par le budget de l'UE ou contrôlés par nos soins augmente les risques, tant pour la transparence et l'obligation de rendre compte que pour la coordination des politiques et opérations de l'Union. Notre rapport spécial sur les instruments financiers, pour lequel vous allez adopter vos conclusions aujourd'hui, a indiqué que ces instruments n'ont pas toujours fonctionné comme ils l'auraient dû. Il y a là des implications évidentes pour l'EFSI, le Fonds européen pour les investissements stratégiques. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel nous reviendrons bientôt, puisque nous publierons avant la fin de ce mois notre avis sur la prolongation de la durée d'existence de l'EFSI et sur ses améliorations

techniques. L'année prochaine, nous produirons des rapports spéciaux consacrés aux garanties en faveur des petites entreprises et aux partenariats public-privé gérés dans le cadre de l'EFSI.

En ce qui concerne l'assurance, nos audits permettent non seulement de fournir une assurance indépendante, mais comportent également des recommandations pour améliorer la gouvernance financière de l'UE. Celles-ci sont en grande partie acceptées et mises en œuvre par la Commission.

Cependant, bien que nos recommandations bénéficient globalement d'un écho satisfaisant dans les États membres, il existe une grande disparité dans les suites qui y sont données. Par conséquent, nous relevons peu d'éléments attestant que des changements de politique et de pratique ont eu lieu au niveau national.

Nous souhaitons renforcer notre collaboration avec vous afin d'améliorer cette situation. La gouvernance financière de l'UE doit être meilleure. Créer un système financier capable de rétablir la confiance de nos citoyens ne sera possible que si l'Union mène, à bref délai, les réformes qui s'imposent. Et cela doit se faire non seulement à Bruxelles, mais aussi dans toute l'Union.

Je vous remercie de votre attention et me réjouis de répondre à présent à vos questions.